

# CONSEIL D'ADMINISTRATION

MERCREDI 4 NOVEMBRE 2015 – 9h30

---

## Compte-rendu

Etaient présents :

Mesdames

- Christine BEAUCHEMIN-FLOT
- Aurélia DI DONATO
- Aline ROLLAND

Messieurs

- Michel HUMBERT
- Martin BIDOU
- Denis BLUM
- Bruno BOYER
- Paul-Marie CLARET
- Sylvain CLOCHARD
- Stéphane LIBS
- Yves MEJEAN
- Pascal ROBIN

Etait excusée :

Madame

- Céline DELFOUR – pouvoir à Christine Beauchemin-Flot

Y assistait : Béatrice BOURSIER

### **1 - Validation du compte-rendu du dernier CA**

Le compte-rendu est validé à l'unanimité.

### **2 - Travaux des groupes de travail**

#### 2.1 - Fonds de soutien, Coûts d'exploitation

##### **Michel Humbert, Aurélia Di Donato, Isabelle Tarrieux, Sylvain Clochard**

L'ensemble des équipementiers a été rencontré, afin d'obtenir des tarifs groupés pour les adhérents du SCARE ; Ymagis est le premier prestataire à avoir présenté une proposition qui sera communiquée aux adhérents. CDS et ADDE notamment doivent être relancés.

## 2 – Cartes illimitées

**Stéphane Libs, Aline Rolland, Michel Humbert, Martin Bidou, Claudine Cornillat, Emmanuel Papillon**

La plupart des exploitants garantis ont reçu un renouvellement de contrat de la part d'UGC, aux mêmes conditions que le précédent.

Certains l'ont signé, d'autres pas encore, d'autres sont en attente d'une éventuelle revalorisation du montant garanti.

Il n'est pas certain que l'aspect totalement illimité des cartes satisfasse UGC. Une modification des CGV limitant le nombre d'entrées mensuelles pourrait être bienvenue.

## 3 - Education à l'image

**Denis Blum, Christine Beauchemin-Flot, Jacques Daumas, Pascal Robin, Céline Delfour, Nicolas Revel**

Le cahier des charges Collège au cinéma devrait évoluer.

Pour Enfants de cinéma, la question du renouvellement de l'équipe va se poser prochainement. Le carnet de notes a été supprimé. Des retards sont observés dans la livraison de matériel, qui arrive parfois après la projection des premiers films du programme.

L'idée d'alléger les dispositifs qui ne comprendraient que deux films au lieu de trois a été émise, ce qui apporterait une souplesse. Les problèmes de transport, notamment en milieu rural, constituent un frein à l'adhésion aux dispositifs.

Concernant Lycéens au cinéma, certaines associations régionales abordent la réforme de la territorialité. Dans l'Est, une réunion est prévue le 12 novembre. En Rhône-Alpes-Auvergne, les deux coordinations, Acrira dans les Alpes, et Sauve qui peut, en Auvergne, se sont réunies. De grandes disparités de budget sont constatées.

En Aquitaine - Limousin et Poitou-Charentes, les associations ont envoyé une note de sensibilisation aux élus sur le soutien public régional nécessaire vis-à-vis du cinéma et du travail effectué par les réseaux dans les salles de cinéma de proximité, et pour que les caractéristiques du mieux-disant soient adoptées dans la future grande région.

La réforme de la territorialité implique des rencontres entre les différentes associations départementales et régionales.

Les décisions et réunions sont bloquées dans certaines régions, en attente de l'issue du scrutin des prochaines élections régionales.

Il est rappelé le fonctionnement du Prix Jean Renoir des lycéens : ce sont les lycées qui sont sélectionnés pour y participer et non les cinémas.

Suite à la réforme des rythmes scolaires, certains ont pu mettre en place des ateliers-ciné, subventionnés par leur Ville mais une grande disparité de budgets et de degrés d'intérêts, sont observés.

Sont déplorés les désaffections de fréquentation pour les séances du mercredi après-midi. Ce temps est désormais consacré à toutes les activités sportives et pratiques artistiques au détriment de la sortie au cinéma. De plus, les centres de loisirs n'ont pas le temps d'accéder au cinéma après le déjeuner pour la séance de 14h et la séance de 16h est trop tardive. Or les distributeurs imposent souvent deux séances en début d'après-midi très peu fréquentées, alors qu'une seule séance à 14h30 pourrait convenir à plus de spectateurs. Ce type de discussions sont en cours entre des exploitants du SCARE et des distributeurs au travers d'ateliers, y compris au Sommet des Arcs, (cf. point 5.)

## 4 - Formation – Transmission

**Aline Rolland, Flore Tournois, Paul-Marie Claret**

Transmission : l'IFCIC a fait l'annonce sur son site internet du nouveau dispositif pour l'aide à la reprise des salles. Le décret n'est pas encore paru, les conditions et la date d'ouverture ne sont pas encore communiquées. Des renseignements doivent être pris sur la composition de la commission et la nomination des membres. La commission devrait siéger trois fois par an et devrait comporter 2 représentants des grandes sociétés et 4 exploitants au total.

Formation : le questionnaire sur la formation a été envoyé aux adhérents du SCARE. Seulement quelques retours sont parvenus pour l'instant. Il convient d'effectuer des relances téléphoniques.

La société Vertigo, qui effectue des études sur le public pour les distributeurs, a remporté un marché proposé par le CNC. Serait-il intéressant de s'adjoindre les services d'une telle entreprise, en échange d'une transmission des données, pour mieux connaître le public des salles ?

Si les exploitants Art & Essai connaissent en général leur public, des données peuvent néanmoins leur échapper, notamment sur les zones de chalandise. Elle peut dépasser largement le quartier, comme c'est le cas du Concorde à Nantes où des spectateurs viennent même parfois d'autres villes (Angers, St-Nazaire, Vannes, Lorient ...)

Par ailleurs, l'impact des outils de communication comme les affiches ou les bandes annonces, est-il le même chez les indépendants que dans les multiplexes ? Cela mériterait peut-être d'être approfondi.

5 - Relations distributeurs / Programmation / Accès aux copies

**Céline Delfour, Jacques Fretel, Christine Beauchemin-Flot, Bruno Boyer, Yves Méjean**

(Groupe Louxor, Atelier des sorties, Médiations)

Une réunion du groupe programmation a eu lieu le 11 septembre 2015. A cette occasion, les participants ont réaffirmé l'intérêt de telles réunions et travaux, complémentaires de ceux de l'Atelier des sorties.

Une plate-forme d'échanges par mail a été créée, pour permettre aux programmeurs indépendants de poser des questions relatives à la programmation à leurs confrères [scareprogrammation@googlegroups.com](mailto:scareprogrammation@googlegroups.com).

Il convient de veiller au placement de certains films programmés dans les prochains mois, qui ne doivent pas être défavorable aux indépendants : *Carol* de Todd Haynes chez UGC, *Les douze salopards* de Tarentino chez SND, *Le Revenant* d'Inarritu chez Fox.

Les difficultés d'accès aux copies des salles parisiennes indépendantes sont particulièrement préoccupantes : certains films d'Art & Essai n'y sortent pratiquement plus.

A la demande de l'ARP, Bruno Julliard, adjoint à la Maire de Paris en charge de la culture, a interpellé la Ministre de la Culture et le CNC à ce sujet. Un groupe de travail réunissant des professionnels devrait être mis en place.

Le SCARE doit prendre rendez-vous avec Michel Gomez, directeur de la Mission cinéma de la Ville de Paris.

Il est noté que si des engagements de programmation sont pris lors des CDAC par les opérateurs de nouveaux multiplexes, les lieux déjà établis n'ont pas les mêmes contraintes.

6 - Baromètre Art & Essai

**Christine Beauchemin-Flot, Martin Bidou**

Après quelques mois de fonctionnement, des observations peuvent être faites sur cet indicateur.

Réalisé par Rentrak, il indique chaque semaine les évolutions des salles classées A&E qui remontent leurs entrées, par rapport à la semaine précédente, l'année précédente et donne l'évolution cumulée de ces salles par rapport à l'année précédente. Il indique également l'évolution du marché global par rapport à la semaine précédente et l'écart de l'évolution des salles classées par rapport la semaine précédente vs l'évolution du marché.

Il a été demandé à Rentrak de mesurer en plus le cumul de l'évolution du marché et de le comparer au cumul de l'évolution A&E, ce que Rentrak a accepté de fournir chaque semaine.

Les journaux professionnels, Ecran Total et Film Français, ont immédiatement libéré un emplacement pour faire figurer le baromètre dans leurs colonnes. Depuis 2 mois, Ecran Total consacre en supplément, une demi-page dans le Cahier des exploitants, à une interview d'un exploitant pour commenter ce baromètre. Martin Bidou en septembre et Christine Beauchemin-Flot en octobre, ont inauguré la rubrique. Le Film Français a re-confirmé le principe d'accorder une plus grande visibilité au baromètre, dès qu'un aménagement de maquette serait réalisé. Cela est toujours envisagé mais a pris du retard.

Les membres du CA souhaitent que Rentrak puisse fournir également les chiffres et les évolutions des salles consacrant plus de 75 % de leurs séances aux films Art & Essai. En effet, il est constaté que le baromètre colle au marché car il comprend les chiffres de tous les établissements Art & Essai, quel que soit leur programmation A&E.

Un tel suivi permettrait de dégager un « indicateur A&E », qui refléterait les tendances des salles Art & Essai sur les films A&E.

7 - Evénements / Services aux adhérents

**Pascal Robin, Stéphane Libs, Paul-Marie Claret**

Un atelier sur le baromètre Art & Essai SCARE / RENTRAK sera organisé par le SCARE au Sommet des Arcs.

Les adhérents bénéficient cette année encore d'un tarif exclusif de 150 euros pour le pack de 4 jours, au lieu de 220 pour les inscriptions prises avant le 7 novembre.

Le SCARE sera également co-partenaire avec l'AFCAE du Laboratoire des initiatives, que le syndicat relaie depuis l'année dernière dans une rubrique du site internet et proposera des initiatives entreprises par ses adhérents.

### 3 – Orientations, positions du SCARE

#### - Point post-Congrès :

Il est souligné que le Congrès 2015 a été studieux. Les revendications de la petite exploitation ont été bien entendues, y-compris par des élus de la table-ronde comme le Sénateur Serge Leleux.

Les administrateurs ont bien noté les différentes annonces du CNC : la mise en place imminente du dispositif d'aide à la reprise d'entreprises en partenariat avec l'IFCIC, a mission confiée à Patrick Raude pour la modernisation et la simplification de la procédure A&E et les pouvoirs élargis qui seront conférés à la nouvelle Médiatrice du cinéma, point sur lequel il faudra être vigilant. Il conviendra également de communiquer des principes communs à la Médiatrice à sa prise de fonction.

- Rendez-vous Xavier Lardoux CNC. Un premier rendez-vous avec Xavier Lardoux, directeur du cinéma au CNC depuis avril, a eu lieu le 24 septembre. Aline Rolland, Stéphane Libs et Béatrice Boursier étaient présents, pour présenter le SCARE et ses actions. Xavier Lardoux a indiqué les mesures qui allaient être annoncées au Congrès ainsi que l'amendement apporté à la loi liberté de création, architecture et liberté qui permet au gouvernement d'agir par voie d'ordonnance, dans un délai d'un an, pour clarifier les imprécisions des textes relatifs aux cartes illimitées. Le SCARE a également indiqué qu'il serait souhaitable d'étendre l'aide aux salles maintenant une programmation difficile face à la concurrence à des villes et agglomérations plus petites qu'actuellement.

Xavier Lardoux a enfin indiqué qu'il était très attaché à la défense des salles indépendantes. Il est preneur de toute idée de mesures que le SCARE pourrait lui soumettre en faveur de ces salles, qu'il étudiera. Il a invité le SCARE à créer un groupe de travail afin d'être force de propositions.

Il est intéressé également aux résultats du groupe de travail programmation exploitants/distributeurs.

Il est rappelé que la loi Sueur est un instrument efficace en autorisant les collectivités locales à subventionner jusqu'à 30 % des charges locatives des établissements réalisant moins de 7500 entrées hebdomadaires.

Une sensibilisation des élus et en particulier des communautés de communes doit être effectuée.

- Table-ronde Assemblée Nationale projet de loi de finances

Virginie Duby-Muller, a été nommée rapporteure pour avis pour les crédits « Livre et industries culturelles » de la mission « Médias, livre et industries culturelles » du projet de loi de finances pour 2016. L'avis budgétaire se concentre plus particulièrement cette année sur les salles de cinéma à l'heure du numérique. Elle a dans ce cadre organisé deux tables-rondes, l'une avec les représentants de l'exploitation : FNCF, AFCAE, SCARE et GNCR, l'autre avec les représentants de la distribution.

Pour le SCARE, Sylvain Clochard s'est rendu à la table-ronde du 6 octobre. Le canevas de questions envoyées au préalable embrassait l'ensemble des données et problématiques de l'exploitation, qu'il était impossible de détailler en une heure trente de réunion.

La question de l'après-vpf a été exposée. Il a été indiqué que le système de VPF mis en place avait un rôle économique de financement du numérique mais qu'il avait eu un rôle de régulation, qu'il conviendra de déconnecter. L'ensemble des représentants de l'exploitation s'accordait sur le fait qu'il était nécessaire de trouver un moyen de financement des équipements futurs.

L'évolution des plans de sortie a été abordée.

Sylvain Clochard a également soulevé le problème de la fragilité des salles dans les grandes villes et leur pérennité. L'aide à la reprise des salles pour les nouveaux exploitants est une initiative à saluer. Il serait également intéressant de trouver des solutions pour le maintien des salles existantes et soutenir les agrandissements parfois nécessaires pour exposer toute la diversité du cinéma. Ainsi, la question du foncier est centrale : de nombreux cinémas de centre-ville sont soumis à des hausses non anticipées et démesurées de loyer. Par ailleurs La loi SRU assimile les cinémas à des commerces ordinaires avec les mêmes contraintes de construction dans les POS : parkings etc, alors qu'en sont exemptés les établissements culturels tels que les théâtres.

Ces revendications peuvent être partagées par des lobbys écologistes.

Il a également été fait état de la concurrence avec les grandes enseignes et des difficultés liées aux exigences d'exposition identiques demandées par les distributeurs aux indépendants qu'aux multiplexes, alors qu'ils comptent moins d'écrans que les multiplexes.

Pour répondre à la demande de la rapporteure, une contribution écrite a été fournie par le SCARE à l'issue de la table-ronde.

- Classement Art & Essai : comité de pilotage et mission Patrick Raude

Le comité de pilotage Art & Essai s'est tenu le 3 novembre, en présence de Alain Auclair, président de la Commission A&E, Xavier Lardoux, Lionel Bertinet, Corentin Bichet, Dorothée Duval, Sandrine Rottier CNC, François Aymé, Renaud Laville, AFCAE, Richard Patry, Marc-Olivier Sebbag, Erwan Escoubet, FNCF, Boris Spire, Jérôme Brodier GNCR, Aline Rolland, Stéphane Libs, Béatrice Boursier SCARE.

Après appel, le montant des subventions Art & Essai s'élève à 14 520 467 euros, (soit – 113 000 par rapport à 2014). 1142 établissements sont classés (soit 6 de moins qu'en 2014 et 10 de plus qu'en 2013).

Le calendrier 2016 retrouvera le rythme de 2014 et est établi comme suit :

Vendredi 6 novembre : ouverture du questionnaire

2 décembre minuit : Clôture du questionnaire

Janvier : commissions régionales`

Du mardi 5 au vendredi 8 avril : commission nationale (avec l'objectif de gagner une demi-journée)

Fin mai / début juin : envoi des notifications

Juin ou début juillet : commission d'appel

Juin / juillet : Paiements

Les modifications apportées au questionnaire financier sont approuvées dans l'objectif de ne pas retarder la mise en ligne du questionnaire : des lignes autres dépenses ont été ajoutées pour permettre d'équilibrer le questionnaire.

- Des modifications sont notamment apportées dans le déroulement des commissions :

- signature d'une charte de confidentialité et d'impartialité par les membres des régionales et des nationales,

- Extension des cas simples (majoration stable dé plafonnée inférieure ou égale à 10, pas de minoration autre que le nombre de semaines d'activité, aucun membre du groupe régionale ne s'y oppose) aux cinémas pour lesquels le label jeune public n'évolue pas.

La liste des cas simples seront envoyés à l'avance aux membres de la commission nationale et discutés en séances seulement si l'un des membres le demande.

- Les membres des commissions régionales devraient se répartir par compétence afin d'examiner plus précisément une partie des dossiers : programmation, animation, environnement concurrentiel, géographique et culturel...)

La motivation des minorations et majorations devra être énoncée et soumise à l'approbation de tous les membres.

- Le cas des films avec visa temporaire, qui ne peuvent donc être comptabilisés dans les films recommandés est soulevé : il s'agit souvent de programmes de courts métrages jeune public bénéficiant pour certains du soutien JP de l'AFCAE.
- Est rappelé le souhait du dernier comité de pilotage de bonus pour les salles programmant des films fragiles, sortis sur moins de 70 copies.

Patrick Raude rencontrera notamment les représentants de l'exploitation dans le cadre de sa mission, en décembre et début janvier.

Une première réunion de préparation a eu lieu au SCARE le 28 octobre.

- Commission Art & Essai FNCF

La FNCF a souhaité réactiver cette commission, présidée par le président du SCARE. Il a été proposé d'ajouter quelques membres. La prochaine réunion aura lieu le 12 novembre et portera sur la procédure de classement A&E.

- Projet fascicule Scare, projet fascicule petite exploitation, projet de services aux municipalités  
Le SCARE doit préparer un leaflet de présentation qui pourra être communiqué à tout interlocuteur, qu'il s'agisse de salles non adhérentes, de partenaires, mais aussi de représentants de collectivités locales.  
La branche petite exploitation de la FNCF prépare par ailleurs un document pratique à l'attention des élus, rédigé par Francis Fourneau, Emmanuel Baron, Youen Bernard.

- Sortie Star Wars :

Certains adhérents ont interpellé le SCARE pour faire part de difficultés rencontrées quant à la programmation de Star Wars, avec son distributeur : The Walt Disney Company.

Le syndicat a donc consulté ses adhérents pour s'enquérir de la teneur des problèmes avant d'envisager une éventuelle demande de médiation commune.

Deux cas de figures ont été signalés :

- L'ensemble des salles Art & Essai des grandes villes qui ont demandé le film en VO se sont vues refuser la copie en nationale. Disney leur propose une 5<sup>e</sup> semaine.
- Certaines salles de la petite exploitation en particulier les mono-écrans, ont déploré les exigences de plein programme faites par le distributeur, incompatibles avec leur fonctionnement.  
De plus, il a été fait état de difficultés sur le nombre de séances en VO que les établissements souhaitaient proposer et au contraire l'imposition d'un taux de séances 3D trop important pour les salles, compte tenu de du désintérêt du public de ce format.

Au vu de ces retours et la majorité du CA du SCARE s'étant déclaré favorable à une demande de médiation, le syndicat a envoyé un courrier à la Médiatrice du cinéma pour appuyer les saisines individuelles de ses adhérents et rappeler certaines revendications des salles de la petite exploitation.

Si quelques membres du CA émettent des réserves sur le fait que Star Wars épisode VII n'ait pas pu être visionné et que l'appui du syndicat à ses adhérents sur un film qui sera probablement non recommandé peut susciter des questions, la majorité du CA réaffirme son accord sur la démarche entreprise par le SCARE, à 10 voix pour, une abstention et un contre.

Il est par ailleurs regretté l'expression publique de certains organismes sur le sujet, qui ont participé à ajouter de la confusion à la démarche.